

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEM**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie
Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël,
Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Elise Willame, Vincianne Lerate, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Noémie Dekoninck,
Conseillers communaux.

Séance du 18.12.25

#Objet : Règlement-taxe sur l'occupation de l'espace public- modification #

Séance publique

Taxes communales

LE CONSEIL,

Vu l'autonomie communale garantie aux articles 41, 162 et 170 §4 de la Constitution ;

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la situation financière de la Commune et le besoin de maintenir et adapter les taxes communales aux dépenses nécessaires au fonctionnement du service public ;

Vu le rapport transmis au Conseil communal préalablement au vote et qui expose en détails les objectifs financiers et accessoires justifiant le maintien et l'adaptation du règlement-taxe ;

DÉCIDE :

* de modifier le règlement -taxe sur l'occupation privative de l'espace public, d'en modifier le contenu, la numérotation des articles et les taux d'imposition ;

* d'approuver la nouvelle version du texte coordonnée reproduite ci-dessous dans son intégralité ;

* La présente délibération sera transmise au Ministre en charge des pouvoirs locaux et au Ministre en charge du développement économique.

Article 1

Il est établi, à partir du 1er janvier 2026 et jusqu'au 31 décembre 2032, une taxe relative à toute occupation privative de l'espace public sous quelque forme que ce soit, en surface, en sous-sol ou en surplomb, notamment par des matériaux à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction ou de transformations d'immeubles, par des containers de tout type.

Par espace public on entend :

toute voie ouverte à la circulation au public en général, même si son assiette est une propriété privée et quel que soit son aspect extérieur ;

les parcs, jardins publics, plaines et aires de jeu qui servent indistinctement à l'usage de tous

Article 2 – Calcul de la surface imposable

§1 Sans préjudice de l'application du paragraphe 4, pour toutes les occupations privatives autres que celles visées aux paragraphes 2 et 3, la superficie imposable est calculée à raison des rectangles de surface minimale dans lesquels la surface occupée au sol est susceptible d'être inscrite, pour chacun des taux mentionnés à l'article 4.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

§ 2 Pour les fermetures temporaires de voirie, l'impôt est calculé forfaitairement par jour de fermeture. Chaque heure entamée est calculée comme un jour entier.

§3 Sans préjudice de l'application du paragraphe 4, pour les échafaudages dont les supports reposent sur l'espace public, il sera tenu compte de la longueur multipliée par la largeur de l'installation.

§4 La superficie imposable est calculée sur base des données reprises dans le formulaire annexé à l'autorisation d'occupation de l'espace public, ou sur base des plans remis par le demandeur de l'autorisation ou sur base des constats dressés par un agent constatateur désigné par le Collège des bourgmestre et échevins.

En cas de constat d'occupation privative du trottoir sans passage libre d'une largeur minimale de 1,5 mètre, la taxe sera calculée à raison de la largeur totale du trottoir.

Article 3 – Calcul de la durée d'occupation

§1 Sans préjudice de l'application des paragraphes 2, 3 et 4, l'impôt est dû à partir de la date d'utilisation de l'espace public jusqu'au moment de la remise des lieux dans leur état existant préalablement à l'occupation.

Il est dû, que l'occupant soit ou non titulaire d'une autorisation d'occupation de l'espace public par le gestionnaire de la voirie, qu'il en respecte ou non les conditions et qu'il occupe ou non légalement tout ou partie de l'espace public.

§2 Pour le calcul de la taxe, chaque heure entamée est calculée comme une journée entière.

Sauf mention explicite contraire dans le formulaire annexé à l'autorisation d'occupation de l'espace public, la taxe est calculée du lundi au dimanche inclus.

§3 La durée de l'occupation privative imposable est calculée sur base des données reprises dans le formulaire annexé à l'autorisation d'occupation de l'espace public ou sur base des constats dressés par un agent constatateur désigné par le Collège des bourgmestre et échevins.

§4 En cas de panneaux d'interdiction de stationnement placés sans autorisation, il sera tenu compte pour le calcul de la taxe des dates mentionnées sur les panneaux, l'occupation privative étant présumée continue. Si aucune date n'est reprise sur les panneaux placés sans autorisation, la taxe sera calculée sur une période continue entre les constats dressés.

Article 4 - Taux d'imposition

§1 Pour toutes les occupations privatives autres que celles visées au paragraphe 2 Le taux de l'impôt est fixé comme suit : deux Euros (2€) par mètre carré d'occupation de l'espace public par jour.

Ce taux est porté à quatre Euros (4€) par mètre carré d'occupation de l'espace public par jour pour toute surface entamée de la voie publique dont l'occupation a lieu sans autorisation du gestionnaire de l'espace public concerné ou sans respecter les conditions émises par ce gestionnaire.

Le montant d'imposition minimal ne pourra être inférieur à septante cinq Euros (75€).

§2 Fermeture de voirie temporaire

Le taux de l'impôt est fixé comme suit : cinq cents Euros (500€) par jour si la fermeture est autorisée et mille Euros (1000€) par jour en cas d'absence d'autorisation ou non- respect des conditions fixées dans l'autorisation.

§3 A partir de l'exercice d'imposition 2027, les taux seront adaptés lors de chaque exercice d'imposition en fonction de l'indice des prix à la consommation publié sur le site de Stabel. Ils seront adaptés le 1er janvier de chaque année à l'indice du mois de janvier de l'année précédente selon la formule $R \times (i/I)$ où :

- R = taux établis ci-dessus
- i = indice du mois de janvier de l'année en cours
- I = indice du mois de janvier de l'année précédente (base 2013= 100)

Les taux adaptés seront arrondis vers le haut à deux décimales.

Article 5 - Redevables

La taxe est due solidairement par le demandeur de l'autorisation, l'occupant, le maître de l'ouvrage par lequel les actes et travaux requérant l'occupation sont exécutés, l'entrepreneur principal qui exécute les actes et travaux requérant l'occupation et par le propriétaire de l'immeuble ou de la parcelle en travaux.

Article 6 – Exonérations

Sont exonérées du paiement de l'impôt :

- * les occupations temporaires de l'espace public à l'occasion de constructions et reconstructions d'immeubles ou parties d'immeubles de la commune ;
- * les occupations temporaires de l'espace public par les gestionnaires de réseaux de gaz et d'électricité et par

les opérateurs de télécommunication ;

* les occupations approuvées par voie de convention conclue avec la Commune.

Article 7

L'impôt ainsi fixé est indépendant de l'indemnité pour la réparation éventuelle du pavage en suite de l'occupation de l'emprise.

Article 8

Le paiement de l'impôt n'entraîne, pour la commune, aucune obligation spéciale de surveillance. L'occupation privative de l'espace public se fait aux risques et périls et sous la responsabilité du bénéficiaire de l'autorisation.

La taxe est due sans que l'occupant puisse en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur le domaine public mais à charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage accordé à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir de ce chef prétendre à aucune indemnité.

Article 9

La présente taxe sera perçue par voie de rôle et sera payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

28 votants : 28 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 19 décembre 2025

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Fred Prévost

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Cécile Henrard, Valérie
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Mathieu Poma, Valérie Locatelli, Valérie
Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël,
Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Elise Willame, Vincianne Lerate, Zora Molenberg Clerbaux, Myriam Fobe, Noémie Dekoninck,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 18.12.25

#Onderwerp : Belastingreglement voor het gebruik van de openbaar ruimte - wijziging #

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

DE RAAD,

Gelet op de gemeentelijke autonomie gewaarborgd in de artikelen 41, 162 en 170 §4 van de Grondwet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente en de noodzaak om de gemeentebelastingen te behouden en aan te passen aan de uitgaven die noodzakelijk zijn voor de werking van de openbare dienst;

Gelet op het verslag dat voorafgaand aan de stemming aan de Gemeenteraad werd overgemaakt en waarin de financiële en bijkomende doelstellingen die het behoud en de aanpassing van het belastingreglement rechtvaardigen, in detail worden uiteengezet;

BESLUIT:

* het belastingreglement voor het gebruik van de openbaar ruimte te wijzigen, de inhoud ervan, de nummering van de artikelen en de belastingtarieven aan te passen;

* de nieuwe versie van de gecoördineerde tekst hieronder integraal goed te keuren

* Dit besluit wordt verstuurd naar de minister die verantwoordelijk is voor lokale overheden en naar de minister die verantwoordelijk is voor economische ontwikkeling.

Artikel 1

Er wordt, vanaf 1 januari 2026 tot en met 31 december 2032, een belasting gevestigd op elk privaat gebruik van de openbare ruimte, onder welke vorm ook, bovengronds, ondergronds of op de grond, onder meer door diverse materialen van bouwwerken, afbraakwerken, heropbouw of verbouwingen van gebouwen alsook door containers van om het even welk type.

Onder openbare ruimte wordt verstaan : elke weg die openstaat voor het verkeer van het publiek in het algemeen, zelfs indien de grond een privé-eigendom is en ongeacht de uiterlijke verschijningsvorm; de parken, openbare tuinen, pleinen en speelterreinen die zonder onderscheid voor iedereen toegankelijk zijn.

Artikel 2 – Berekening van de belastbare oppervlakte

§1 Onverminderd de toepassing van paragraaf 4, wordt voor alle privaat bezettingen andere dan die bedoeld in de paragrafen 2 en 3, de belastbare oppervlakte berekend op basis van de minimale rechthoeken waarin de bezette oppervlakte op de grond kan worden ingeschreven, voor elk van de tarieven vermeld in artikel 4.

Voor de berekening van de oppervlakte wordt elke fractie van een vierkante meter als een volledige eenheid beschouwd.

§2 Voor de tijdelijke afsluitingen van de weg wordt de belasting forfaitair per sluitingsdag berekend. Elk begonnen uur wordt als een volledige dag aangerekend.

§3 Onverminderd de toepassing van paragraaf 4, wordt voor de stellingen waarvan de steunpunten op de openbare ruimte rusten, rekening gehouden met de lengte vermenigvuldigd met de breedte van de installatie.

§4 De belastbare oppervlakte wordt berekend op basis van de gegevens vermeld in het formulier dat bij de vergunning tot bezetting van de openbare ruimte is gevoegd, of op basis van de plannen die door de aanvrager van de vergunning zijn ingediend, of op basis van de vaststellingen van een vaststellend ambtenaar aangewezen door het College van Burgemeester en Schepenen.

In geval van vaststelling van een privaat bezetting van het voetpad zonder vrije doorgang van een minimale breedte van 1,5 meter, wordt de belasting berekend op basis van de volledige breedte van het voetpad.

Artikel 3 - Berekening van de bezettingsduur

§1 Onverminderd de toepassing van de leden 2, 3 en 4 is de belasting verschuldigd vanaf de datum van gebruik van de openbare ruimte tot het moment waarop de ruimten worden teruggebracht in de toestand waarin zij zich vóór de bezetting bevonden.

De belasting is verschuldigd, ongeacht of de plaatsgebruiker al dan niet in het bezit is van een vergunning voor het gebruik van de openbare ruimte van de wegbeheerder, ongeacht of hij al dan niet aan de voorwaarden voldoet en ongeacht of hij al dan niet legaal de gehele of een deel van de openbare ruimte gebruikt.

§2 Voor de berekening van de belasting wordt elk begonnen uur als een volledige dag gerekend.

Tenzij uitdrukkelijk anders vermeld in het formulier dat bij de vergunning voor het gebruik van de openbare ruimte is gevoegd, wordt de belasting berekend van maandag tot en met zondag.

§3 De duur van de belastbare privébezetting wordt berekend op basis van de gegevens in het formulier dat bij de vergunning voor bezetting van de openbare ruimte is gevoegd of op basis van de vaststellingen van een door het college van burgemeester en schepenen aangewezen ambtenaar.

§4 In geval van zonder vergunning geplaatste parkeerverbodsborden wordt voor de berekening van de belasting gerekend met de op de borden vermelde datums, waarbij de privébezetting als continu wordt beschouwd. Indien op de zonder vergunning geplaatste borden geen datum is vermeld, wordt de belasting berekend over een ononderbroken periode tussen de opgestelde rapporten.

Artikel 4 – Belastingtarieven

§1 Voor alle privaat bezettingen andere dan die bedoeld in paragraaf 2 wordt het belastingtarief als volgt vastgesteld: twee euro (2 €) per vierkante meter bezetting van de openbare ruimte per dag.

Dit tarief wordt verhoogd tot vier euro (4 €) per vierkante meter bezetting van de openbare ruimte per dag voor elke begonnen oppervlakte van de openbare weg waarvan de bezetting plaatsvindt zonder vergunning van de betrokken beheerder van de openbare ruimte of zonder naleving van de door deze beheerder opgelegde voorwaarden.

Het minimumbedrag van de belasting mag niet lager zijn dan vijfenzeventig euro (75 €).

§2 – Tijdelijke wegafsluiting

Het belastingtarief wordt als volgt vastgesteld: vijfhonderd euro (500 €) per dag indien de afsluiting is toegestaan en duizend euro (1000 €) per dag in geval van afwezigheid van vergunning of niet-naleving van de in de vergunning vastgestelde voorwaarden.

§3 Vanaf het belastingjaar 2027, worden de belastingtarieven elk belastingjaar aangepast aan de hand van de consumptieprijsindex die op de website van Stabel wordt gepubliceerd. Ze worden elk jaar op 1 januari aangepast aan de index van januari van het voorgaande jaar volgens de formule $R \times (i/I)$, waarbij:

R = hierboven vastgestelde belastingtarieven

i = index van de maand januari van het lopende jaar

I = index van de maand januari van het afgelopen jaar (basis 2013 = 100)

De aangepaste belastingtarieven worden naar boven afgerond op twee decimalen.

Artikel 5 – Belastingplichtigen

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door de aanvrager van de vergunning, de bezetter, de bouwheer door wie de handelingen en werken die de bezetting vereisen worden uitgevoerd, de hoofdaannemer die de handelingen en werken die de bezetting vereisen uitvoert, en door de eigenaar van het gebouw of van het

perceel waarop de werken plaatsvinden.

Artikel 6 – Vrijstellingen

Zijn vrijgesteld van de betaling van de belasting:

- * de tijdelijke bezettingen van de openbare ruimte naar aanleiding van de bouw en heropbouw van gebouwen of delen van gebouwen van de gemeente;
- * de tijdelijke bezettingen van de openbare ruimte door de beheerders van gas- en elektriciteitsnetten en door de telecomcommunicatieoperators;
- * de bezettingen die goedgekeurd worden via een overeenkomst afgesloten met de Gemeente.

Artikel 7

De aldus vastgestelde belasting is onafhankelijk van de vergoeding voor de eventuele herstelling van het wegdek naar aanleiding van de bezetting van de openbare ruimte.

Artikel 8

De betaling van de belasting brengt voor de gemeente geen enkele bijzondere verplichting tot toezicht met zich mee. De privatieve bezetting van de openbare ruimte gebeurt op risico en onder de verantwoordelijkheid van de houder van de vergunning. De belasting is verschuldigd zonder dat de bezetter daaruit enig recht op een onherroepelijke concessie of op een erfdienstbaarheid op het openbaar domein kan afleiden, maar integendeel onder de verplichting om het toegekende gebruik te verwijderen of te beperken bij de eerste aanmaning van de overheid en zonder dat hij uit dien hoofde aanspraak kan maken op enige vergoeding.

Artikel 9

De onderhavige belasting zal worden geïnd bij kohier en zal betaalbaar zijn binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 19 december 2025

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Fred Prévost

Sophie de Vos